

Séminaire des études politiques 2011-2012

Toutes les séances ont lieu en sale BU1, sauf indication contraire
UFR Droit et Science politique, Domaine Troabas, UNS

1. 17 Octobre 2011, 10h-12h30 :

Sylvain Lefèvre, pour l'ouvrage tiré de sa thèse : *ONG et Cie*, PUF, 2011.

Les ONG sont-elles devenues des « multinationales de l'action collective » ? Le recours aux recettes du marketing pour enrôler de nouveaux soutiens dans ces organisations militantes le laisse penser, de même que la sous-traitance à des agences spécialisées des programmes de recherche de donateurs. Comment comprendre alors la double nature des ONG, qui empruntent au secteur marchand ses ficelles managériales mais scandent qu'un autre monde est possible ? Modernisation nécessaire pour certains, corruption d'un univers vertueux par le marché pour d'autres, ce processus suscite de nombreux débats aux termes bien tranchés : amateurisme contre professionnalisme, militantisme contre logique néolibérale, altruisme contre intérêt... Pourtant, pour les spécialistes du marketing au siège des ONG comme pour les recruteurs de donateurs dans les rues, collecter des fonds est vécu simultanément – mais non sans contradiction – comme un « sale boulot » et comme une forme de dévouement militant. À travers une enquête ethnographique minutieuse parmi les *marketers* de la vertu, cet ouvrage met en lumière la mise à l'épreuve de l'enchantement militant par les techniques managériales. Il éclaire ainsi d'un jour nouveau les enjeux et tensions traversant le monde des ONG. Vendre une cause : à quel prix ?

Discussion : Nicolas Bué et Anne-Sophie Petitfils

2. 22 novembre 2011, 15h-17h30 (salle 205)

Nicolas Delalande, autour de la **Sociohistoire de l'impôt en France**

* *Les Batailles de l'impôt*, Seuil, coll. Sciences humaines / Histoire, 2011.

Comment convaincre les citoyens qu'il est utile et légitime de verser à l'État une partie de leur argent ? Cette question s'est posée à tous les régimes de 1789 à nos jours. Des révoltes paysannes du XIX^e siècle aux stratégies contemporaines de fraude et d'évasion, les charges fiscales n'ont cessé d'être combattues et contournées au motif de leur poids excessif ou de leurs inégalités. Le consentement à l'impôt n'a en effet rien de naturel : dans les démocraties, il repose sur un lien de confiance qu'il faut perpétuellement reconstruire. Fondé sur une enquête approfondie dans les archives, ce livre retrace les nombreuses batailles, intellectuelles, sociales et politiques, qui ont façonné notre système de redistribution et divisé la société française au cours des deux siècles passés.

* *Histoire sociale de l'impôt* (avec Alexis Spire), La découverte, 2011.

Depuis le déclenchement de la crise de 2008, l'impôt est revenu au centre du débat public. Il suscite de nombreuses controverses, mais sa légitimité n'est plus remise en cause. Pour comprendre comment le geste du paiement de l'impôt s'est imposé comme une évidence, ce livre retrace le développement de la fiscalité depuis la fin du XVIII^e siècle et ses effets sur la société française. Au XIX^e siècle, le processus d'acculturation des populations urbaines et rurales à l'impôt a accompagné la construction de l'État-nation.

Puis le développement de l'État social au XX^e siècle a conduit les gouvernements à augmenter le nombre de contribuables et à diversifier les prélèvements.

Chacune de ces incursions de l'État s'est accompagnée de résistances, individuelles ou collectives. Cette histoire de l'impôt vue d'en bas montre comment la fiscalité s'est progressivement immiscée dans la vie quotidienne des individus, au point de modifier leurs pratiques et d'engendrer des stratégies de ruse, de négociation et de contournement.

Discussion : Michel Rainelli et Yannick Rumpala

3. 3 Février 2012 :

Fabien Desage et David Guéranger, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Éditions du Croquant, 2011.

L'intercommunalité a connu un développement accéléré depuis quelques années. À tel point que les communautés (de communes, d'agglomération ou urbaines) couvrent aujourd'hui la quasi-totalité du territoire national et concernent plus de 90 % de la population française. Si les traces de leur action jalonnent la vie quotidienne locale – le bus qui arbore l'acronyme du syndicat de transports en commun, la ligne de contribution aux services d'assainissement ou de ramassage des ordures ménagères qui barre la feuille des impôts locaux, le bâtiment du siège des services administratifs, parfois baptisé « hôtel de communauté » –, elles demeurent des objets politiques méconnus de la majorité des citoyens. Ce décalage entre des institutions sans cesse plus nombreuses, plus importantes, et leur faible appropriation démocratique, fonde l'hypothèse centrale de cet ouvrage : celle d'un objet politique doublement confisqué. Confisquée, l'intercommunalité l'est d'abord en raison de son fonctionnement politique singulier, marqué par des « consensus » inter-partisans établis à l'abri des regards des citoyens et des élus municipaux. Confisquée, l'intercommunalité l'est ensuite au nom de sa technicité présumée, un argument qui puise dans les discours des acteurs politiques eux-mêmes et que valident ses « experts » patentés. Elle se trouve ainsi érigée en objet à part, domaine réservé de quelques-uns. Le présent ouvrage prend le contre-pied de ces conceptions dépolitisantes de l'intercommunalité. D'abord, en montrant les mécanismes qui la soustraient à tout espace public de délibération. Ensuite, en insistant sur les nombreuses conséquences politiques et sociales pour les territoires concernés des choix et des non-choix intercommunaux. Lever le voile sur les institutions intercommunales fournit ainsi un mobile et des outils pour les investir politiquement.

Discussion : Stéphane Cadiou et Mahamadou Siribié

4. 16 mars 2012

Présentation des thèses en cours

Hervé Do Alto, « Vers une démocratisation paradoxale de la Bolivie ? Le MAS-IPSP bolivien dans l'institutionnalité politique et la mobilisation collective »

Maya Colombon, « Discours normatif international, ajustements discursifs régionaux et référentiel conservateur national »

Discussion : Philippe Aldrin, Lucie Bargel et Nicolas Bué

5. 13 avril 2012 : « Le pouvoir local en situation néocoloniale »

Stéphanie Guyon, *Du gouvernement colonial à la politique racialisée. Sociologie historique de la formation d'un espace politique local (1946-2008), St-Laurent du Maroni, Guyane*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 2010.

Par la combinaison de différentes techniques ethnographiques, la thèse analyse le processus de politisation et de formation d'un espace politique local à St-Laurent du Maroni (Guyane). A partir d'une sociologie historique localisée du politique, cette étude s'attache à la manière dont les inégalités sociales et raciales produites pendant la période coloniale se reproduisent et/ou se modifient dans les nouvelles institutions issues de la départementalisation. La première partie de la thèse montre ainsi que la structure sociale sous-jacente à l'espace politique contemporain s'enracine bien dans les hiérarchies coloniales qui ont établi la domination des Créoles sur les Amérindiens et les Noirs-marrons. Mais le processus d'accumulation de ressources qui assure la domination de l'élite politique créole contemporaine est néanmoins relativement récent. L'analyse du processus de spécialisation politique à travers l'apparition progressive de représentants sociaux et politiques permet ainsi de mettre en évidence la montée en puissance des classes moyennes créoles. Le niveau de diplôme, la compétence administrative et l'affiliation à un parti politique viennent en effet concurrencer les ressources notabiliaires traditionnelles de la grande bourgeoisie commerçante créole et permettent à un nouveau personnel politique créole d'établir des relations de clientèle avec les Amérindiens et les Noirs-marrons. La descente à l'échelle micro (un village amérindien et l'entreprise politique de sa cheffe coutumière) dans la deuxième partie de la thèse permet d'appréhender l'hétérogénéité, la pluralité et l'entrecroisement des espaces où circulent les acteurs et des pratiques sociales dans lesquelles les activités politiques prennent sens. L'analyse de la constitution d'une entreprise de contestation de la domination créole et d'affirmation d'un pouvoir local à travers un processus complexe d'invention de la coutume met en lumière la manière dont cet espace politique spécifique est pris dans des légitimités (l'autochtonie et l'autorité fondée sur le défrichement) et des logiques (rivalités de voisinage, concurrence sur la terre et sur les pratiques collectives, opposition entre vieilles familles et nouveaux arrivants) propres. L'étude de cette entreprise permet également de démontrer la complexité des rapports de domination qui résultent de la combinaison de la classe, de la race et du genre et de leur redéfinition.

Trépiéd Benoît. *Une mairie dans la France coloniale. Koné, Nouvelle-Calédonie*, Paris, Karthala, collection Recherches Internationales-CERI, octobre 2010.

En 1946, l'extension de la citoyenneté française aux "sujets indigènes" a profondément bouleversé ce qu'on appelait alors la "France coloniale". En Nouvelle-Calédonie, un nouveau parti a dès lors occupé le devant de la scène politique des années 1950 à 1970 : l'Union calédonienne. Celle-ci réunissait, selon le vocabulaire de l'époque, "autochtones" et "Européens". Cette séquence historique apparaît à bien des égards énigmatique. Comment en effet comprendre le triomphe politique d'un parti dont la devise officielle, « deux couleurs, un seul peuple », était apparemment aveugle aux inégalités héritées de l'époque coloniale, moins de dix ans après la fin du régime de l'indigénat ? L'auteur tente de répondre à cette question à partir d'une enquête ethnographique et micro-historique approfondie dans la commune de Koné (Nord-Ouest). Se consacrant à l'étude des acteurs locaux, des conflits et des enjeux municipaux, il décrypte l'Union calédonienne « au ras du sol ». C'est en jouant subtilement de toutes les nuances et ambiguïtés d'un tissu social façonné à la croisée de la civilisation kanak et de la colonisation que l'Union calédonienne est parvenue, à Koné, à nouer une alliance inédite entre ouvriers blancs, tribus kanak et autres outsiders coloniaux. Cet essai de micro-histoire représente une contribution majeure à une compréhension renouvelée de l'économie politique et morale des "situations coloniales". Il enrichit ainsi le débat qui fait actuellement rage à propos des études postcoloniales. Et il sort de l'oubli une page cruciale de l'histoire du Pacifique Sud.

Discussion : Maya Collombon, Hervé Do Alto et Eric Savarèse

6. 25 mai 2012, 10h-16h30 : « Analyse électorale »

Céline Braconnier, pour l'ouvrage tiré de sa HDR : *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Lextenso, collection LEJEP, 2010.

Depuis les années 1970, les comportements électoraux sont principalement interprétés à partir d'un postulat individualiste et en utilisant la méthode des sondages atomistiques : le vote, en conséquence, est largement considéré aujourd'hui comme l'expression d'une opinion individuelle produite sur un mode individuel, par un électeur dont seules la raison ou la psyché sont investies. Au mieux partielle, au pire profondément irréaliste, la compréhension du vote que ménage un tel mode d'analyse n'est pas satisfaisante. L'approche environnementale offre une alternative prometteuse. En réactivant des paradigmes anciens mais longtemps peu mobilisés - écologique, collectif, contextuel - on a cherché à améliorer la compréhension des comportements électoraux par la prise en compte des environnements dans lesquels ils sont adoptés. Ce changement de focale induit également un changement de méthodes et d'échelles : les sondages localisés, l'observation ethnographique des comportements, l'analyse des traces matérielles qu'ils laissent dans les archives, les entretiens approfondis avec les électeurs, pour un temps délaissés, sont réhabilités, croisés et ménagent une compréhension fine des configurations de stimuli dans lesquels les votes sont produits. Initiateurs en France, nous ne sommes, à l'échelle internationale, que des acteurs parmi d'autres de ce mouvement récent mais de grande ampleur qui porte un renouvellement de la sociologie électorale par les approches environnementales. Après une longue période consacrée aux enquêtes de terrain, effectuées d'abord dans des quartiers populaires, une discussion serrée des travaux produits ailleurs, notamment aux États-Unis, s'est imposée comme une étape incontournable. Il s'est agi de participer à la diffusion de travaux encore mal connus en France, de nous situer par rapport à eux, mais également de chercher dans les comparaisons que cette démarche rend possible des pistes pour continuer.

Pierre Mayance et Joël Gombin, pour la présentation de l'ouvrage qu'ils ont co-dirigé : *Droit(es) aux urnes en région PACA ! L'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, L'Harmattan, 2010.

L'élection présidentielle de 2007 a consacré la victoire de Nicolas Sarkozy non seulement au plan national, mais aussi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, région dans laquelle le candidat obtint près de 62 % des suffrages exprimés au second tour. Comment une région héritière du Midi rouge, autrefois fortement ancrée à gauche, est-elle devenue un fief de la droite et de l'extrême-droite ? Quelles sont les logiques d'organisation territoriale du vote ? Quelles en sont les logiques sociales ? En proposant une analyse rigoureuse des résultats électoraux, éclairés par de nombreuses données sociodémographiques, les auteurs de cet ouvrage mettent en perspective les profondes mutations sociopolitiques qu'a connues la région PACA depuis le début des années 1980. Ils remettent aussi en cause un certain nombre d'idées reçues : les mondes ruraux ne sont pas nécessairement conservateurs ; Nicolas Sarkozy n'a pas gagné grâce aux classes populaires ; les Alpes-Maritimes ne sont pas uniformément conservatrices...

Discussion : Lucie Bargel et Christine Pina